

# L'Irlande, future victime du bras de fer sur le Brexit ?

## À savoir

**L'exécutif européen a présenté mercredi** des nouvelles mesures d'urgence en cas de Brexit sans accord. Concernant le programme d'échange d'étudiants Erasmus +, les ressortissants de l'UE et du Royaume-Uni participant qui y participent au 30 mars 2019 pourront achever leur séjour sans interruption. Aussi, les autorités des États membres de l'UE continueront de prendre en compte les périodes de travail au Royaume-Uni avant le retrait de ce dernier, dans le calcul des retraites de leurs citoyens.

**De plus, pour protéger les bénéficiaires du budget de l'UE,** la Commission propose qu'ils continuent à recevoir des paiements au titre de leurs contrats en cours, signés avant le 30 mars 2019. Mais ce, à condition que le Royaume-Uni continue de respecter ses obligations financières au titre du budget 2019 de l'Union.

- Theresa May entend revenir à Bruxelles pour renégocier.
- L'Irlande, au centre de tous les blocages, subit de vives pressions.
- Mais pas question pour Dublin de jouer la carte de Londres.

Tristan de Bourbon  
Correspondant à Londres

**T**heresa May, la cheffe du gouvernement britannique veut renégocier ou éliminer le *backstop* nord-irlandais de son accord de retrait de l'Union européenne. Elle a obtenu le soutien de la Chambre des communes mardi soir pour tenter de faire rouvrir des négociations avec les Vingt-sept. Cette majorité retrouvée en Grande-Bretagne peut-elle faire bouger les lignes ? Le tour de la question en cinq questions.

En quoi la position du gouvernement britannique a-t-elle changé ?

Le gouvernement britannique croit dur comme fer que la Première ministre obtiendra une modification de l'accord de retrait de l'Union européenne. Mardi soir, les députés ont voté en faveur de l'amendement présenté par le député conservateur Graham Brady sur le filet de sécurité nord-irlandais (*backstop*). Le texte "requiert que le *backstop* nord-irlandais soit remplacé par une alternative qui évite une frontière physique en Irlande du Nord". Le *backstop* est censé entrer en vigueur en janvier 2021 après la fin de la période de transition, qui peut être étendue, si les autorités britanniques et européennes n'arrivent pas à établir un système pour contrôler les biens qui traversent la frontière

entre les deux Irlandes.

La position du gouvernement britannique est-elle solide ?

Pas du tout. Le ministre en charge de la sortie de l'UE Steve Barclay a bien déclaré mercredi que "*les deux parties veulent un accord et aucune ne veut les perturbations qu'une sortie sans accord provoquerait*". Il omet pourtant ce que le négociateur européen en chef Michel Barnier et le président du conseil européen Donald Tusk ont indiqué, soit que "*l'accord ne sera pas modifié*". Enfin, la marge de manœuvre de Theresa May est très faible: l'amendement de Graham Brady n'a été adopté que par 317 voix contre 301. De nombreux Brexiteurs radicaux, qui l'ont soutenu, ont prévenu qu'ils voteront néanmoins contre un accord qui ne leur convient pas.

Quelles alternatives au "backstop" ?

Interrogé sur la question mercredi, Steve Barclay a refusé de rentrer "*dans les aspects techniques*" d'une alternative. Et pour cause: il n'en existe pour le moment pas. Les Brexiteurs radicaux clament que

d'ici à la fin 2021 une solution technologique permettra de contrôler les véhicules de fret à distance, sans qu'ils doivent s'arrêter à un poste frontière. Celle-ci reste encore à inventer. Et, comme l'a rappelé le vice-Premier ministre irlandais Simon Coveney mercredi : "Cela a été exploré sans cesse lors des négociations de ces deux dernières années."

Comment Theresa May peut-elle obtenir l'élimination du "backstop" ?

En faisant pression sur les Irlandais. C'est en effet pour protéger la République irlandaise que le *backstop* a été imaginé. Elle est donc perçue au Royaume-Uni comme le talon d'Achille européen sur ce dossier. Sans doute aussi en raison du regard condescendant des Britanniques sur leur ancienne colonie. Cela expliquerait pourquoi un journaliste britannique connu pour son soutien au parti conservateur a demandé samedi dernier à la ministre irlandaise à l'Europe Helen McEntee si son pays était prêt à sortir de l'UE pour sortir le Royaume-Uni de l'impasse. Les dirigeants irlandais se trouvent dans une position très inconfortable : à moins que le pays sorte de l'UE à son tour ou que les biens venus de l'UE soient contrôlés avant leur arrivée sur son sol, ce qui mettrait fin à la libre circulation des biens et entraverait le commerce irlandais avec ses vingt-six partenaires européens, aucune solution ne paraît pour le moment.

Les Irlandais seront-ils prêts à sauter sans leur assurance ?

"Nous ne nous laisserons pas menacer", a affirmé mercredi Simon Coveney. Pourtant, ce scénario est loin d'être impossible. Surtout que l'unité européenne menace de se fracturer face au risque d'un Brexit sans accord ; certains Européens pourraient alors froncer les sourcils en direction de Dublin. Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a déjà dit "attendre les propositions de Theresa May". Et le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a assuré que "l'Allemagne et l'UE toute entière sont fermement du côté de l'Irlande". Le genre de déclaration qui rappelle le soutien ferme des présidents de clubs de football à leur entraîneur quelques heures avant l'annonce de leur licenciement...

**"Les deux parties veulent un accord et aucune ne veut les perturbations qu'une sortie sans accord provoquerait."**

**Steve Barclay**  
Ministre britannique  
en charge de la sortie de l'UE...  
un peu présomptueux.

## L'Union balaie toute renégociation de l'accord de Brexit

Mardi, la Première ministre britannique Theresa May a annoncé son intention de renégocier l'accord de retrait conclu avec l'Union européenne, soit de faire ce que les Vingt-sept répètent en boucle depuis des semaines qu'ils ne feront pas. Cette "stratégie" – adoptée par M<sup>me</sup> May dans l'espoir de trouver un texte qui obtiendrait l'aval de la Chambre des communes – a donc laissé les Européens pour le moins perplexes, les condamnant à réexpliquer leur position dans l'espoir de se faire comprendre outre-Manche. "L'accord de retrait [...] n'est pas ouvert à la renégociation", a aussitôt réagi mardi soir le président du Conseil européen Donald Tusk. "L'accord de retrait reste le meilleur et le seul accord possible. L'UE l'a dit en novembre. Nous l'avons dit en décembre. Nous l'avons dit en janvier [...]. Le débat et les votes de la Chambre des communes hier n'y changent rien", a aussi indiqué, mercredi, Jean-Claude Juncker, président de la Commission, lors d'un débat au Parlement européen.

La solution n'est pas à Bruxelles

Même son de cloche du côté du négociateur en chef

de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier – qui a rappelé que "deux ans ont été nécessaires pour trouver cette solution conciliant plusieurs exigences" européennes et britanniques – tout comme du côté des capitales de l'UE, dont Paris et Berlin, et d'une majorité d'eurodéputés. Le nombre des réactions a été à la hauteur de l'enjeu, mais le message adressé à Theresa May reste identique : la clé de l'impossible équation formulée par les Britanniques ne se trouve pas à Bruxelles.

Mardi, la Chambre des communes s'est prononcée contre un retrait désordonné du Royaume-Uni de l'UE (le redouté scénario du *no-deal*), contre un report de la date du Brexit, prévu le 30 mars 2019, et contre... l'accord de retrait. "Jusqu'à aujourd'hui, la Chambre des communes n'a pas voté une proposition pour quelque chose", a constaté Guy Verhofstadt, coordinateur du Brexit au Parlement européen.

Quels arrangements alternatifs ?

Plus précisément, les députés britanniques ont demandé des "changements

*juridiques* au *backstop*, l'une des dispositions principales de l'accord. Ce filet de sécurité doit permettre d'éviter une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord en gardant le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE, le temps de trouver une meilleure solution. *"Ce n'est pas du dogmatisme, c'est une solution réaliste"*, a plaidé M. Barnier à propos de ce dispositif que les députés britanniques souhaitent remplacer par des *"arrangements alternatifs"*. Arrangements, éventuellement technologiques, mais que personne ne serait pour l'heure en mesure d'identifier, comme l'a indiqué M. Barnier. Ainsi, une source européenne s'interrogeait-elle mercredi: *"Renégocier le backstop? Mais pour quoi faire? Après 18 mois de négociations, nous n'avons pas trouvé d'alternative, alors que nous avons analysé toutes les frontières de cette planète."*

Qu'importe. Les *hard Brexiters* refusent d'être arriérés indéfiniment à l'UE et à ses règles douanières, exigeant – à défaut de pouvoir proposer des *"arrangements alternatifs"* – d'imposer une date limite à cette *"assurance"*. Mais ce ne serait pas alors une vraie *"assurance"*, ont toujours répondu les Européens. *"Un filet de sécurité ne peut être sûr si on peut le retirer à tout moment"*, a répété M. Juncker, ce mercredi.

Theresa May pourrait présenter cette demande une fois à Bruxelles, espérant qu'une éventuelle brèche dans l'unité européenne joue en sa faveur. D'aucuns soupçonnent la dirigeante britannique de jouer la montre, attendant que les Vingt-sept flanchent par crainte du *no-deal*. M<sup>me</sup> May n'a sûrement pas oublié la récente proposition de la Pologne – dont les citoyens

représentent la plus importante communauté européenne au Royaume-Uni – de limiter le *backstop* à cinq ans, bien que l'UE ait ensuite rectifié le tir. Aussi, la semaine dernière, Dublin avait refusé de concevoir une frontière physique avec l'Irlande du Nord, même en cas de Brexit sans accord, alors que la Commission avait pointé cette évidence.

Ce mercredi, aucun État membre n'a toutefois été tenté de briser les rangs pour concilier les demandes d'un partenaire si imprévisible. *"La situation actuelle ne fait que prouver pourquoi nous avons besoin d'un filet de sécurité"*, a analysé une source européenne. *"Nous n'offrons pas de renégociation, et une renégociation n'est pas sur la table"*, a donc déclaré le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar. *"J'ai l'impression que certains espèrent que les 26 autres pays abandonneront le filet de sécurité, et donc l'Irlande à la dernière minute. Mais ce n'est pas un jeu. [...] La frontière de l'Irlande est la frontière de l'Europe – et c'est la priorité de notre Union"*, a assuré M. Juncker. À Bruxelles, Theresa May risque de ne plus vivre le supposé *"triomphe"* qu'elle aurait connu à Londres mardi, selon les tabloïds britanniques.

Maria Udrescu

L'idée  
britannique  
a suscité  
des réactions  
européennes  
cinglantes.